



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

L'UNSA Education tient à dire aujourd'hui le climat de mécontentement, d'inquiétudes qui domine chez nos collègues.

S'agissant de la future réforme des retraites, les fonctionnaires qu'ils sont, ont conscience de la nécessité de trouver un financement pour sauver le système par répartition et préserver la solidarité intergénérationnelle. Pour autant, ils ne veulent pas servir de boucs émissaires.

En quoi, la modification du calcul de la pension sur les 6 derniers mois, lié à la particularité de la carrière de fonctionnaire, apporterait un euro de plus pour la retraite du privé ? C'est une imposture qui ne vise qu'à dresser les salariés les uns contre les autres.

De même nos collègues refusent le recul de l'âge de départ à la retraite. Ils ont déjà subi les effets négatifs de l'instauration de la décote qui contraint un certain nombre à différer leur départ pour avoir une retraite complète. Les femmes en sont les principales victimes.

En revanche, ils demandent la prise en compte de la pénibilité de leurs conditions de travail, notamment pour ceux qui travaillent dans des conditions difficiles et veulent des aménagements de fin de carrière.

Il faut également que vous ayez conscience, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, des conséquences des mesures budgétaires successives sur les conditions de travail des personnels de vos services, des écoles, collèges et lycées.

S'agissant des salaires, l'UNSA Education rappelle que les fonctionnaires connaissent une perte de pouvoir d'achat constante depuis la fin du dernier accord salarial en 2000 et pourtant, comme les autres salariés ils subissent les effets de la crise.

Alors que le Président de la République leur avait promis à tous, une revalorisation – je fais référence à la lettre aux éducateurs- les mesures annoncées pour les débuts de carrière laissent de côté 75% d'entre eux. Nous redisons notre désaccord sur une politique de mesures qui divise les collègues, prône l'intérêt individuel, favorise l'injustice. Cela n'améliore certainement pas le climat.

S'agissant de la mastérisation, l'UNSA Education tient à redire avec force qu'elle considère que la réforme actuelle de la formation et du recrutement des enseignants n'est pas viable. Nous tenons à rappeler les difficultés considérables que la réforme va créer à brève échéance pour les futurs professeurs stagiaires et les établissements, mais aussi pour les universités pour lesquelles la conception et l'organisation de masters de qualité relève actuellement de la mission impossible. Parce que nous refusons de nous cantonner à la dénonciation, nous rappelons les propositions construites et cohérentes que nous avons développées, notamment sur la place du concours (en fin de première année de master et non en cours de deuxième année, ce qui rend les réorientations impossibles en pratique) et le

minimum d' un tiers temps de formation professionnelle, pris sur les obligations hebdomadaires de service, pour les professeurs stagiaires.

Dans ce contexte déjà lourd, **l'annonce récente de la demande de nouvelles recherches d'économies**, qui succède aux mesures liées aux suppressions d'emplois pour la rentrée 2010, en rajoute au « ras le bol ». Nos collègues en ont assez qu'on leur demande toujours plus, avec toujours moins de moyens. C'est bien le service public d'éducation, dans son existence qui est menacé. L'UNSA Education tient ici à dire le désarroi de nos collègues, que l'institution laisse trop seuls face aux multiples exigences, conséquences des réformes successives, et qui doivent trouver des réponses souvent seuls aux questions et difficultés qui se posent.

Je vous donne l'exemple de la scolarisation des enfants en situation de handicap. Une fois l'inscription effectuée, quel est le suivi de l'institution ? Alors que de plus en plus sur ces situations, des témoignages de souffrance professionnelle s'expriment, on constate que pour la rentrée prochaine, on assiste à une véritable politique de récupération de moyens sur les compétences spécialisées qui pourraient leur apporter de l'aide. ce n'est pas acceptable !

Les restrictions budgétaires sont déjà la cause de dysfonctionnements importants pour les personnels, notamment en terme de versement d'indemnités, de versement des frais de déplacement, frais d'examen, suppression des stages, etc. Nous craignons donc, comme nos collègues du terrain, de nouveaux excès.

Dans le même temps, de même que le gouvernement peine à remettre en cause le bouclier fiscal qui protège les plus riches des efforts à consentir, on cherchera vainement dans les pistes proposées aux recteurs une répartition équitable et juste des efforts demandés. On cherchera vainement les mesures d'économies qui pourraient affecter un tant soit peu notre élite scolaire. Un élève en CPGE coûte 13 880 euros par an (contre 7930 pour un collégien et 9000 euros pour un étudiant), des CPGE qui ne sont pas remplies, il en existe de nombreuses, mais pas de proposition de rationalisation de l'offre de formation dans ce domaine ! On n'envisage même pas de revoir la grille horaire de ces classes afin de dégager quelques économies. En revanche, on n'hésite pas à demander aux académies de réduire le nombre de places offertes en CAP ou d'être vigilants sur l'ouverture des enseignements d'exploration au risque de menacer le développement, pourtant promis, des enseignements technologiques.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, il y a des économies immédiates qui coûtent chers à long terme ! Négliger l'éducation et la formation de tous les jeunes, c'est handicaper notre pays dans la compétition mondiale, c'est lui refuser les moyens d'entrer dans la société de la connaissance, seule créatrice d'emplois dans l'ère post-industrielle, c'est aussi condamner une part importante de notre jeunesse au chômage et rendre son intégration dans la société impossible. Les conséquences sociales et économiques coûteront beaucoup plus chers que les maigres économies réalisées !

Ce plan de destruction massive d'emplois publics dans l'Education qui a « fuité » ces dernières semaines nous montre que **les dangers de destruction par asphyxie de notre modèle republicain restent d'une cruelle actualité.**

Nous sommes face à un choix de société :

- Nous ne voulons pas de marchands d'écoles en concurrence où la compétition serait érigée en vertu cardinale.
- Nous voulons une École de la réussite de tous où les futurs citoyens apprennent la solidarité, non comme une aumône, mais comme un acte gratuit. Nous voulons une École où la laïcité soit garantie pour que l'esprit critique des jeunes puisse s'aiguiser en toute liberté.

« L'École publique, laïque et gratuite crée le lien social indispensable pour faire face aux défis d'un monde en crise. C'est elle, et elle seule, qui permet de garantir la cohésion sociale. », Ce sont les premières phrases de notre Appel National pour l'École Publique qui réunit aujourd'hui plus de 40 organisations nationales et plus de 200 000 « militants-citoyens ». Ces premières phrases prennent une résonance particulière lorsque l'on voit comment une grande partie de nos concitoyens sont frappés par la crise. Elles prennent une résonance particulière lorsque l'on voit comment la politique actuelle à l'œuvre, divise, fragmente, et finalement dresse, les uns contre les autres, ceux qui vivent dans notre pays. L'École de la République, l'École du vivre ensemble est aujourd'hui au bord de l'implosion.

Dans le même temps, l'affaire Saint Eloi - Saint Projet ne cesse de soulever de nouvelles questions, quant au financement des écoles privées hors contrat sur notre territoire et à leur respect du Code de l'Éducation. A ce sujet précis, l'UNSA-Education tient à dire que le droit que vous avez, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, d'exercer un contrôle de l'enseignement qui s'y pratique **doit être un devoir régulier de notre institution.**

Solennellement, nous le disons : nous ne laisserons pas faire !

C'est pourquoi, l'UNSA Education appelle à se rassembler le **19 juin prochain** à Bordeaux, comme partout en France, **pour la Fête de l'École Publique.**

Fêter ensemble notre École Publique, c'est dire ensemble combien notre service public, laïque et gratuit d'éducation mérite d'être défendu et promu. Fêter notre École Publique, c'est faire vivre l'espoir qu'elle porte et dire l'ambition que nous avons pour elle.

C'est pourquoi l'UNSA Education appelle à faire grève et à manifester le 24 juin dans le cadre de la mobilisation intersyndicale interprofessionnelle dont l'UNSA est partie prenante.

Nos attentes sociales restent fortes.